

Bonjour,

Nous avons bien reçu votre message, mais nous sommes actuellement débordés par les sollicitations, et ne pouvons simplement pas répondre à toutes en détails. Toutes nos excuses donc pour cette impolitesse involontaire.

Vous trouverez néanmoins ci-dessous les positions de Nathalie Arthaud sur la question de l'immigration - que je peux résumer en quelques mots (une seule classe de travailleurs, nous avons les mêmes intérêts et nous devons lutter ensemble contre les attaques patronales et gouvernementales - :

## Migrants et immigration

La démagogie xénophobe constitue le fonds de commerce privilégié de Le Pen, mais ils sont nombreux, à droite comme à gauche, à nous expliquer qu'« on ne peut pas accueillir toute la misère du monde ».

Dans les beaux quartiers, l'argent coule à flots. Les caprices de riches se chiffrent par centaines de millions. L'argent gaspillé dans la spéculation se compte par dizaines de milliards. Et on ne pourrait rien faire contre la misère ?

Mais la misère, aussi bien celle du monde que celle que nous subissons ici, ce sont nos propres dirigeants qui l'ont fabriquée, pas les migrants ! Ils la fabriquent en pillant les richesses des pays pauvres partout sur la planète et en s'acoquinant avec les pires dictatures. Ils la fabriquent en Irak, en Syrie, par leurs manœuvres et leurs bombes. Ils la fabriquent ici, par le chômage et la précarité. Ils la fabriquent pour que la minorité capitaliste s'enrichisse, toujours et encore.

La démagogie contre les migrants est infecte et stupide ! Aucun mur, même hérissé de barbelés, ne pourra jamais empêcher des femmes et des hommes de chercher à fuir la guerre et la pauvreté. En refusant d'accueillir ces migrants d'une façon digne et humaine, les gouvernements européens ne font que leur rendre la vie plus insupportable encore, les condamnant à rester sous la dépendance des passeurs et à prendre toujours plus de risques, mettant leur vie en péril.

Les victimes de cette démagogie ne sont pas seulement les migrants d'aujourd'hui ou de demain. Nous en paierons tous les conséquences. Les politiciens qui cherchent à nous opposer aux migrants invoquent le chômage élevé, la pénurie de logements ou la saturation de notre système de soins.

C'est une façon de matraquer l'idée qu'il n'y a déjà pas assez pour tous. Ce sont les mêmes arguments qui leur servent à justifier les politiques antiouvrières qu'ils mènent quand ils sont au pouvoir. De la même façon, ils cherchent à opposer ceux qui ont un travail à ceux qui sont au chômage, les travailleurs du privé à ceux du public.

Alors, dans cette élection, montrons qu'il y a des travailleurs qui ne se trompent pas d'ennemis. Affirmons que les travailleurs n'ont pas à se battre entre eux pour se partager la misère. Ils ont à imposer le contrôle sur les richesses qu'ils produisent, pour s'opposer à ce qu'elles soient confisquées par une minorité.

Affirmons qu'il y a bien deux mondes dans la société, celui des riches et celui des pauvres, celui des exploités d'un côté et de l'autre côté le monde des exploités, qui regroupe des femmes et des hommes de toutes origines et toutes confessions.

Et affirmons, pour tous les exploités de cette terre, la liberté de circulation et d'installation. Accueillons les migrants à bras ouverts. Ils ont leur place dans le combat qui est le nôtre : combattre la minorité capitaliste qui domine le monde et nous pousse dans la barbarie.

## **Clause Molière : contre la cause ouvrière**

16 Mars 2017

Le 9 mars, la région Île-de France dirigée par Valérie Pécresse a adopté le principe de la clause dite Molière. Cette mesure obligerait entre autres à l'usage du français sur les chantiers. Selon Pécresse, il s'agirait de faire barrage à la venue de travailleurs détachés d'autres pays de l'Union européenne.

Cette clause avait déjà été adoptée dans cinq régions, Auvergne-Rhône-Alpes dirigée par Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR), Hauts-de-France dirigée par Xavier Bertrand (LR), Pays de la Loire (LR), Normandie (UDI) et Centre-Val de Loire dirigée par le Parti socialiste, ainsi que dans plusieurs départements comme la Charente, la Corrèze, le Nord, le Haut-Rhin, ou encore la Vendée.

« *Bien loin des caricatures dans lesquelles certains voudraient nous enfermer, c'est une condition sine qua non pour la sécurité des travailleurs sur les chantiers* », s'est justifiée sans rire Valérie Pécresse. L'argument est particulièrement cynique car, si des accidents surviennent dans les chantiers, ce n'est pas parce que les travailleurs ne comprennent pas les mesures de sécurité, mais le plus souvent parce que les patrons ne les mettent pas en œuvre, par souci d'économies. La présidente de la région Île-de-France se moque évidemment de la sécurité sur les chantiers. Son seul souci est de laisser entendre qu'elle agit contre la présence de travailleurs étrangers. Tout le battage autour de cette mesure vise à répandre l'idée que les travailleurs détachés, majoritairement issus de trois pays, Pologne, Portugal et Espagne, viendraient voler l'emploi des travailleurs français.

Si les patrons licencient ou suppriment des emplois, sur des chantiers comme ailleurs, ce n'est certainement pas parce qu'il n'y a pas assez de travail pour tout le monde, mais parce qu'ils cherchent à faire le maximum de profit en économisant sur les coûts de production, comme ils disent. Valérie Pécresse ne veut certainement pas les empêcher. Elle veut simplement ne pas perdre l'occasion de rejoindre la cohorte des politiciens qui, sous une forme ou sous une autre, veulent désigner l'étranger comme l'ennemi.

Salutations cordiales.

Véronique Laroche pour Lutte ouvrière

